

**IL EST POSSIBLE DE GAGNER SUR LE CPE ET SUR LES AUTRES
REVENDECTIONS DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES !
POUR CELA, IL FAUT ÉTENDRE LA GRÈVE AUX TRAVAILLEURS !
IL FAUT IMPOSER L'APPEL À LA GRÈVE GÉNÉRALE !**

La majorité des jeunes et des travailleurs est contre le CPE : c'est ce que prouvent la puissance de la grève étudiante et lycéenne, le succès croissant des manifestations et les sondages (68 % pour le retrait).

Le gouvernement est minoritaire : battu aux élections de 2004 et au référendum de 2005, constamment combattu par les travailleurs et les jeunes (mai-juin 2003, grève à EDF-GDF en 2004, mouvement lycéen de 2005, grève à la SNCM fin 2005...), il ne sert que les patrons !

Villepin est ébranlé et affaibli : il est au plus bas dans les sondages et contesté officiellement par la gauche, les syndicats, une partie des médias et même des fractions de

l'UMP ; la volonté de le chasser croît : c'est ce qu'a exigé la Coordination nationale étudiante samedi à Aix.

Les conditions sont donc réunies pour gagner : après trois années de défaites pour les travailleurs et les jeunes, il est plus que temps d'inverser la vapeur ! Il est possible d'imposer l'abrogation immédiate du CPE, de toute la loi sur l'« égalité des chances » (apprentissage à 14 ans, travail de nuit des adolescents...) et du CNE.

Si nous sommes battus sur le CPE, le gouvernement aura les coudées franches pour liquider le Contrat à Durée Indéterminée (CDI) : Villepin a déjà annoncé un « contrat unique » qui instituerait la précarité pour tous.

ASSEZ DE « JOURNÉES D'ACTION » SANS LENDEMAIN ! CETTE TACTIQUE EST SUICIDAIRE !

Pourtant, malgré ces conditions très favorables pour vaincre Villepin, il reste ferme et déterminé. Cela s'explique par l'isolement de la grève des étudiants et lycéens : **au lieu d'appeler les travailleurs à les rejoindre dans la grève tous ensemble jusqu'à la victoire, les directions des principaux syndicats, du PS, des Verts et du PCF, voire d'extrême gauche, font preuve d'un attentisme et d'une mollesse intolérables !** Depuis près de deux mois, elles se contentent de « journées d'action » dispersées (7 février, 7, 18 et 28 mars), parfois sans même appeler à la grève ! Même ce 28 mars, l'appel à la grève de certaines organisations est limité à... *une seule journée* : elles nous font reprendre le travail demain matin sans avoir gagné !

Mais peut-on gagner avec des « journées d'action » dispersées, même puissantes ? Cette tactique a déjà conduit à de nombreuses défaites. En 2005, il y a eu plusieurs « journées d'action » sans lendemain (5 février, 10 mars, lundi de Pentecôte, 4 octobre...). Résultat : bien qu'elles aient rassemblé jusqu'à 1,5 million de personnes

dans la rue, ces mobilisations n'ont pas permis d'obtenir quoi que ce soit ! En mai-juin 2003, contre la réforme des retraites, les directions syndicales et les partis de gauche ont appelé à de nombreuses « journées d'action » (1^{er} février, 13 et 25 mai, 3, 10 et 19 juin...), mais elles ont refusé d'appeler à la grève générale : la puissante grève des enseignants a tenu deux mois, mais est restée isolée. Résultat : Fillon n'a pas cédé, la réforme est passée.

Dès lors, pourquoi Villepin céderait-il face à une grève limitée aux étudiants et lycéens et à des manifestations de temps en temps, aussi puissantes soient-elles ? **Ni la grève des étudiants et lycéens, ni les manifestations ne paralysent le pays.** Villepin peut donc parier sur la répression et le pourrissement du mouvement, à l'approche des vacances de Pâques. Même d'un point de vue électoral, il aurait tort de céder : s'il gagne sur le CPE, il devient un candidat solide pour la droite en 2007, car les patrons et la petite bourgeoisie admireront sa détermination à « réformer » le droit du travail. *Bref, il ne cédera que face à une grève générale.*

IL FAUT ÉTENDRE LA GRÈVE, IMPOSER LA GRÈVE GÉNÉRALE AUX DIRECTIONS SYNDICALES !

Ce n'est pas d'une solidarité symbolique que les étudiants et lycéens ont besoin, mais de l'extension de leur grève aux travailleurs. Pour les travailleurs, il ne s'agit pas seulement d'apporter leur aide aux jeunes, mais de faire grève avec eux pour leurs revendications communes : défense des acquis ; contre les licenciements collectifs et la précarité ; augmentation générale des salaires, financée par les profits du CAC 40 (+ 27 % en 2005) ; baisse du temps de travail sans baisse de salaire et sans flexibilité ; des papiers pour les immigrés, mêmes droits pour tous les salariés ; non aux privatisations (EDF, GDF, SNCF, Poste...), renationalisation des entreprises privatisées sous le contrôle des travailleurs ; défense de l'école et de l'Université publiques...

Certes, de nombreux travailleurs, parce qu'ils sont pauvres, précaires ou dans de petites entreprises, ne sont pas encore prêts à faire grève. Par contre, les millions de travailleurs qui constituent **les gros bastions du salariat, tels que ceux de la Fonction publique et des grandes**

entreprises, ont prouvé dans la dernière période qu'ils étaient prêts à en découdre avec ce gouvernement : les enseignants en 2003, les électriciens et gaziers en 2004, les marins de la SNCM en 2005, les cheminots et les travailleurs des transports urbains, les hospitaliers, les fonctionnaires d'État et territoriaux régulièrement... **Or la grève généralisée de ces secteurs-clés suffirait à paralyser le pays (et sans doute à entraîner les autres secteurs) :** Villepin, déjà très affaibli, ne pourrait y résister plus de quelques jours, il serait forcé de céder !

Il faut donc réunir partout les travailleurs dès mercredi et mettre la grève à l'ordre du jour. Comme la Coordination nationale étudiante, toutes les AG et tous les syndicats combattifs doivent exiger des directions syndicales qu'elles appellent à la grève générale jusqu'à la victoire. Il faut aller **porter cette exigence aux sièges des syndicats, à tous les niveaux, par l'organisation de délégations massives d'étudiants, lycéens et travailleurs.**